

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société ENGIE RÉSEAUX
Commune de Compiègne**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu la directive européenne n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu la décision d'exécution n° 2012/249/UE du 7 mai 2012 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-46 et R. 512-66 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée dans le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu les arrêtés préfectoraux délivrés à la société ELYO les 31 mai 1994 et 9 octobre 1996 l'autorisant à exploiter des installations de combustion d'une puissance thermique globale de 68,3 MW dans son établissement situé 14, rue Clément Bayard 60200 Compiègne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré à la société COFELY (ex ELYO) à Compiègne le 18 janvier 2011 actualisant les prescriptions édictées aux arrêtés préfectoraux d'autorisation des 31 mai 1994 et 9 octobre 1996 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré à la société ENGIE Réseaux (ex COFELY) à Compiègne le 15 novembre 2019 actualisant les prescriptions édictées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2011, relatif au dossier de réexamen IED ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré à la société ENGIE Réseaux (ex COFELY) à Compiègne le 15 février 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance déposé le 16 juin 2025 par la société ENGIE Réseaux au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, relatif au passage basse température et basse pression de la chaufferie urbaine de Compiègne ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1^{er} juillet 2025 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté au pétitionnaire par courriel du 10 juillet 2025 ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire à ce projet ;

Considérant ce qui suit :

1. La décision de la société ENGIE Réseaux d'apporter une modification globale de l'activité pour la chaufferie urbaine de la ville de Compiègne entraîne une diminution globale de la puissance nominale de l'installation visée à la rubrique n° 3110 ;
2. L'installation de cogénération est mise sous cocon, que la remise en service de la turbine sera conditionnée au dépôt d'une demande spécifique de la part de la société ENGIE Réseaux auprès de l'inspection ;
3. Conformément aux dispositions de l'article R. 141-48 du Code de l'environnement, si la turbine n'est pas exploitée pendant trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral complémentaire – sauf cas de force majeure ou de demande justifiée, la société ENGIE Réseaux devra redéposer une demande d'autorisation environnementale pour remettre en service l'installation de cogénération ;
4. En cas d'arrêt définitif de cette installation de cogénération, l'exploitant est tenu de notifier au préfet la date de cet arrêt au moins 3 mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;
5. Les chaudières 1 et 3 sont remplacées par des chaudières d'une puissance unitaire inférieure à 14,7 MW utile (< 16MW PCI), ainsi que les brûleurs ;
6. La chaudière 2 est déclassée en basse pression pour une puissance prévisionnelle de 8,1 MW utile (<9 MW PCI) ;
7. Le groupe de maintien de pression et les pompes de circulation sont modifiés ;
8. La puissance installée est ramenée de 60,8 MW à 56,5 MW ;
9. Le projet présenté par la société ENGIE Réseaux ne modifie pas le classement au titre de la rubrique IED n° 3110 « combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW » ;
10. L'ensemble des impacts potentiels du projet sur l'environnement a été étudié par l'exploitant ;
11. Le changement des chaudières n° 1 et 3 et de leurs brûleurs, ainsi que le passage en basse pression de la chaudière n° 2, vont induire une baisse des émissions atmosphériques, particulièrement sur les NOx avec des valeurs limites attendues sur les chaudières gaz inférieures à 70 mg/Nm³ à 3 % d'O₂ ;

Il convient d'assurer le fonctionnement des installations autorisées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 ;

12. En application des dispositions des articles R. 515-98 et R. 181-45 du Code de l'environnement, et en vue de garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, il convient d'imposer des prescriptions complémentaires à la société ENGIE Réseaux dans le cadre de la modification apportée aux installations de l'établissement qu'elle exploite sur la chaufferie urbaine de Compiègne ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION :

La société ENGIE Réseaux, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation du site de la chaufferie urbaine de Compiègne sise 14 rue Clément Bayard à Compiègne (60200).

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS :

Les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 15 février 2021 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté, à l'exception de l'article autorisant l'exploitation :

Prescription	Nature de la modification
Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Modification
Article 1.2.3 – Consistance des installations	Modification
Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées	Modification
Article 3.2.5. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Modification

ARTICLE 3 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES :

Rubrique ICPE	Intitulé	Capacité de l'installation	Régime
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Installation n° 1 : 1 chaudière mixte gaz naturel – P = 16 MW 1 chaudière gaz naturel P = 9 MW 1 chaudière gaz naturel P = 16 MW Soit P1 = 41 MW	Autorisation
		Installation n° 2 = cogénération (mise sous cocon)	
		Installation n° 3 : chaufferie biomasse 1 chaudière biomasse P3 = 15,5 MW	
		Soit un total : Ptotale = P1+P3 = 56,5 MW	
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues	Volume stocké de 2 000 m ³	Déclaration

Rubrique ICPE	Intitulé	Capacité de l'installation	Régime
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	1 chaudière fioul * – P = 3 000 kW	Déclaration avec contrôle

* Chaudière mise en place pour faire face à la coupure nécessaire de la canalisation gaz, au démantèlement des chaudières 1 et 3 et leur remplacement.

ARTICLE 4 – CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES :

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Puissance thermique des installations	
Installation 1 : Chauffage	
Chaudière 1 fonctionnant au gaz naturel	16 MW
Chaudière 2 fonctionnant au gaz naturel	9 MW
Chaudière 3 fonctionnant au gaz naturel	16 MW
Installation 2 : Cogénération (mise sous cocon)	
Turbine à gaz naturel	16 MW
Installation 3 : Chauffage biomasse	
Chaudière 1 biomasse	15,5 MW
Puissance totale	56,5 MW

ARTICLE 5 – CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES :

Les installations respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 qui lui sont applicables, ou toute réglementation venant s'y substituer en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions édictées dans le présent arrêté préfectoral.

Les chaudières n° 1, n° 2 et n° 3 consomment exclusivement du gaz naturel.
La chaudière n° 4 fonctionne exclusivement avec de la biomasse.

N° de cheminée		Unités raccordées et combustibles utilisés	Puissance unitaire nominale	Nombre d'heures de fonctionnement autorisé en h/an	Technologie principale pour la réduction des émissions	Système de traitement des fumées
N° de conduit						
1 <i>(cheminée commune pour les trois conduits de la chaufferie)</i>	1	Chaudière 1 gaz naturel	16 MW	8760		Recyclage des fumées si besoin
	2	Chaudière 2 gaz naturel	9 MW	8760		
	3	Chaudière 3 gaz naturel	16 MW	8760		
2	4	Chaudière biomasse	15,5 MW	8760		Séparateur d'étincelles et d'un filtre à manches

Installation 1 (chaudières 1, 2, 3) :

Les conduits de chaque chaudière sont indépendants.
Ces conduits sont supportés par une cheminée unique.

Installation 2 (biomasse) :

Un conduit dans une cheminée.

Les conduits sont construits en matériaux suffisamment isolants pour que le voisinage ne soit pas incommodé par la chaleur.

La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toute évacuation de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

L'exploitant aménage les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants dans l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées. La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants – Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les conduits sont régulièrement entretenus. L'entretien portera sur les foyers, les chambres de combustion, l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion et les appareils de filtration et d'épuration.

Les opérations d'entretien sont suivies dans la GMAO du site. Les opérations de ramonages sont également enregistrées dans le livret de chaufferie (cf. chapitre 3.4 Entretien – Maintenance de l'APC du 15/02/2021).

ARTICLE 6 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REIETS ATMOSPHERIQUES :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Article 6.1 Chaufferie thermique – chaudières CHG01 et CHG03

Paramètres	Chaudières n°1 et 3 - gaz naturel
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³
% O ₂ de référence	3,00 %
Période d'établissement de la moyenne	Journalière
Poussières totales	5
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	70
CO	50
HAP	0,1
COV totaux	110

Paramètres	Chaudières n°1 et 3 - gaz naturel
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³
% O ₂ de référence	3,00 %
Période d'établissement de la moyenne	Journalière
Poussières totales	5
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	70
CO	50
HAP	0,1
COV totaux	110

Paramètres	Chaudières n°1 et 3 - gaz naturel
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³
% O ₂ de référence	3,00 %
Période d'établissement de la moyenne	Journalière
Poussières totales	5
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	70
CO	50
HAP	0,1
COV totaux	110

Article 6.2 Chaufferie thermique – chaudière CHG02

Paramètres	Chaudière n°2 - gaz naturel
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³
% O ₂ de référence	3,00 %
Période d'établissement de la moyenne	Journalière
Poussières totales	5
SO ₂	10
NO _x en équivalent NO ₂	100
CO	50
HAP	0,1
COV totaux	110

Article 6.3. Chaufferie biomasse

Paramètre	Chaudière biomasse
	Valeurs limites d'émission - en mg/Nm ³
Concentration en O ₂ de référence	6 %
Poussières totales	30
SO ₂	200
NO _x	300
CO	250
NH ₃	20
HAP	0,1
COVNM	110 en carbone total
HCl	30
HF	25
Dioxines	1 x 10 ⁻⁷ ITEQ
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)
Plomb(Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

- 1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;
- 2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 – PUBLICITÉ :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Compiègne pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Compiègne fait connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Compiègne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspectrice des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le 31 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général

Frédéric BOVET

DESTINATAIRES :

Société ENGIE Réseaux

Le sous-préfet de Compiègne

le maire de Compiègne

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspectrice des installations classées s/c du chef de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

03 44 06 12 60

prefecture@oise.gouv.fr

1 place de la préfecture – 60022 Beauvais